



LA DETTE NATIONALE DANS LES QUOTIDIENS QUÉBÉCOIS DES ANNÉES 1990 : UN DISCOURS ADAPTÉ À SON ÉPOQUE

Karine Vigneault

Université de Montréal

Résumé :

L'idée selon laquelle le gouvernement canadien aurait, après des années d'irresponsabilité au chapitre des dépenses sociales, à reprendre de toute urgence le contrôle de sa dette publique a occupé tout au long des années 1990 une place de choix dans les principaux journaux francophones du Québec. Offrant un argumentaire relativement homogène, les articles sur le sujet suggéraient que le Canada n'avait d'autres options que de couper radicalement dans ses dépenses sociales afin de retrouver son équilibre budgétaire. Or, en parallèle à ce type de « discours sur la dette » se voyait à la même époque défendue par certains experts une tout autre analyse – très peu reprise par les mêmes quotidiens – de la situation fiscale canadienne. Comment expliquer que le discours des coupures nécessaires dans les programmes sociaux se soit ainsi imposé comme seule « vérité » légitime du problème de l'endettement national? C'est en mettant celle-ci en perspective avec les écrits sur la propagande moderne de Jacques Ellul que nous tentons de donner une première réponse à cette question.

*And thus there are at least two stories about Canada's debt.
These two stories have profoundly different plot lines.
One is heard widely and understood by most, while the other is rarely heard.
One emphasizes fiscal crisis linked to government over-spending.
The other denies that there is a fiscal crisis, and emphasizes corporate
coddling by the government and the Bank of Canada's tight monetary policies.
One holds that living with debt is dangerous for a country.
The other contends that claims about impending fiscal dooms
are being used to justify rolling back government [...].
Only the former story has entered the popular imagination of Canadians [...].*

*And thus, our question becomes:
“Why is the highly dubious debt story so well received?”*

– Thom Workman

Introduction

S'il semble plutôt difficile d'évaluer jusqu'à quel point le « récit douteux » de la dette dont parle Workman a effectivement marqué l'imagination populaire des Canadiens, l'importance médiatique prise par ce discours au cours des années 1990 est quant à elle assez manifeste. Au Québec, les grands quotidiens francophones (*La Presse*, *Le Devoir*, *Le Soleil*) mettaient alors régulièrement la population en garde contre l'état désastreux des finances publiques fédérales, insistant sur la nécessité d'une redéfinition du rôle économique de l'État face à cet endettement démesuré. Comment expliquer que ces appels à l'équilibre budgétaire aient occupé le devant de la scène médiatique québécoise durant toutes ces années? S'agissait-il simplement de la seule réponse possible face à une crise financière sans précédent? En fait, comme nous le verrons, une analyse bien différente de la situation financière du Canada était au même moment avancée par certains experts et nous devons plutôt voir dans la prédominance de ce « récit douteux » de la dette le signe qu'il a su s'imposer comme *le plus légitime*. Aussi nous proposons-nous d'offrir une première réponse à l'interrogation lancée par Workman en nous penchant sur les caractéristiques de ce discours lui ayant permis d'acquérir une place de choix dans les débats politiques et économiques repris par les principaux journaux francophones du Québec des années 1990. Pour ce faire, nous examinerons d'abord plus en détail les logiques et vocabulaires déployés puis exposerons brièvement cette autre problématisation, très peu diffusée celle-là, des finances publiques fédérales que proposaient alors certains experts. Ce détour nous permettra de voir que ce n'est pas parce qu'ils constituaient la seule « vraie » réponse au problème de la dette que les appels à l'équilibre budgétaire centrés presque exclusivement sur la réduction des dépenses publiques ont pris à cette époque une telle importance. De fait, nous aimerions plutôt proposer que leur prééminence s'explique – du moins en partie – par l'adéquation presque parfaite que ces appels offrent aux exigences et particularités de la propagande moderne telle que définie par Jacques Ellul.

1. Petite histoire de la dette : le discours dominant

L'expression de vives inquiétudes par rapport à la taille de la dette publique du Canada dans les journaux québécois et canadiens n'est évidemment pas un phénomène limité aux années 1990. Chorney (1989), par exemple, nous apprend dans son bref historique de l'endettement national¹ que la société canadienne a vu au cours des années 30 de nombreux cris d'indignation face à la dette nationale fuser du milieu des affaires et même du gouvernement. L'endettement gouvernemental ayant rapidement augmenté du fait de l'implication canadienne dans la Première Guerre mondiale, certains représentants du monde des affaires et de médias canadiens jugeaient alors impératif de réduire cette dette afin d'éviter d'en laisser le poids écrasant aux générations futures. Aussi le président de l'*Investment Bankers Association of Canada* proposait-il à la conférence annuelle de 1927 de l'association de considérer le remboursement de la dette nationale comme un problème important et stratégique alors que la *Chambre de commerce du Canada* se disait quelques années plus tard convaincue qu'un budget équilibré constituait la première étape vers la prospérité; en 1933, le *Financial Post* lançait quant à lui, toujours selon Chorney, une véritable croisade visant à convaincre ses lecteurs qu'un budget équilibré était ce dont le pays avait réellement besoin en ces temps de dépression économique (Chorney, 1989, p. 8-15). Déjà à cette époque l'équilibre budgétaire était vu comme un idéal à atteindre :

Widespread support for fiscal orthodoxy was provided by the financial, industrial, and government sectors. Business strongly believed in balancing public budgets, reducing government expenditures, and depending solely on tax revenue to raise the needed money (Chorney, 1989, p. 15).

Il faudra attendre la Seconde Guerre mondiale pour que la presse spécialisée du monde des affaires – particulièrement le *Saturday Night* – reflète à nouveau une certaine tolérance face à la nécessité renouer avec les déficits gouvernementaux, la forte reprise économique qui s'en suivit la laissant ensuite relativement silencieuse pour quelques décennies face à la question de la dette nationale. Comme l'explique Chorney, il serait effectivement faux de considérer que

¹ Un historique qui s'appuie en grande partie sur l'ouvrage de Irving Brecher, *Monetary and Fiscal Thought and Policy in Canada 1919-1939* (1957), pour la période de l'entre-deux guerres. Chorney s'intéresse à la presse canadienne dans son ensemble; nous n'avons trouvé aucune étude limitée à la presse québécoise de cette période.

le peu d'attention médiatique consacrée au sujet entre la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1970 est le signe d'un réel changement idéologique du monde des affaires :

the lack of press coverage is probably more a reflection of a rapidly growing domestic economy and the decline in the level of net federal government accumulated debt as a percentage of the Gross National Product (1989, p. 20).

La question de la dette nationale revient sur le devant de la scène politique dans la campagne électorale fédérale de 1984, où les Conservateurs de Brian Mulroney, alors dans l'opposition, promettent de régler le « cancer de la dette » (Picher, 1990a, p. B1). S'ils se donnent comme objectif d'assainir les finances publiques suite à leur élection, le problème reste entier tout au long de leurs deux mandats et constitue un enjeu majeur de la politique fédérale des années 1990; c'est précisément en raison du durcissement du « discours de la dette » entre 1990 et 1997² que nous avons choisi de nous y attarder.

Dans la première moitié de la décennie – et de façon encore plus marquée pendant la campagne électorale fédérale de 1993 – les grands journaux francophones du Québec lancent régulièrement des cris d'alarme face à la « tragédie nationale » que représente « l'odieuse croissance de la dette nationale » (Picher, 1990b, p. D1). La logique déployée dans ces appels à l'assainissement des finances publiques en provenance des éditorialistes, du milieu des affaires³ et des acteurs politiques est alors relativement homogène. En progression constante depuis le début des années 1970, notre dette aurait atteint au tournant des années 1990 des sommets inégalés et dangereux, menaçant à long terme la viabilité même de notre économie et le bonheur des générations futures. Aux déficits fédéraux « cauchemardesques » du début des années 80 se seraient en effet ajoutés des déficits annuels moyens de 30 milliards de dollars depuis l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, élevant le montant total de cette « monstrueuse » dette nationale à plus de 350 milliards de dollars (Picher, 1990a, p. B1). À ce titre, il s'agit pour l'*Association des manufacturiers canadiens* du « plus grand problème du

² Première année où le gouvernement fédéral a enregistré un surplus budgétaire plutôt qu'un déficit. Les débats autour de la dette nationale ne sont pas complètement disparus dans cette « nouvelle ère post-déficit » (Durivage, 1997, p. D1), bien sûr, mais ils ont tout de même changé d'orientation.

³ C'est-à-dire par la voix de groupes tels l'*Association des manufacturiers canadiens* (Cloutier, 1991a, p. D3; Fessou, 1993, p. B10), la *Chambre du commerce du Québec* (Jannard, 1994, p. C3), la *Chambre du commerce du Canada* (Le Soleil, 1994, p. A4) ou encore la Banque Nationale du Canada (Cloutier, 1991b, p. E2).

Canada » (Cloutier, 1991a, p. D3), problème qui doit être résolu par tous les moyens possibles si le pays ne veut pas rencontrer un « mur de la dette » l'obligeant à déclarer faillite et ainsi perdre sa souveraineté en matière économique aux mains d'organisations comme le Fonds monétaire international⁴. La « croissance apparemment incontrôlable » (Potvin, 1993, p. B3) des déficits fédéraux ferait ainsi planer une menace sur la viabilité même des finances du pays, qui n'aurait dans ce contexte d'autres choix que de réduire les dépenses de l'État. De fait, le Canada étant déjà une nation surtaxée, il serait « carrément impensable » (Jannard, 1993, p. B1) de chercher la solution à la crise de la dette dans une hausse du fardeau fiscal des Canadiens. Ne resterait donc plus qu'à sabrer dans les dépenses gouvernementales, quitte à abolir certains programmes comme celui des prestations de sécurité de la vieillesse (Potvin, 1993b, p. B3) ou encore à suivre le fastidieux conseil du Bloc québécois d'examiner publiquement, poste par poste, toutes ses dépenses (Fessou, 1993, p. A17). Demandant des « sacrifices douloureux » (Picher, 1990b, p. D1) de la part de la population, ces « mesures draconiennes » (Dubuisson, 1993, p. A1) se trouveraient d'ailleurs d'autant plus justifiées que c'est l'insouciance de gouvernements nous ayant fait « vivre au-dessus de nos moyens »⁵ pendant des années qui serait à la source de la situation catastrophique du moment. À force de « dépenser en fou » (Picher, 1990a, p. B1), les administrations fédérales successives auraient créé une dette non pas de nécessité, mais bien d'irresponsabilité :

Large yearly deficits created by careless and wasteful governments are responsible for Canada's debt, and the pattern has continued unabated for more than twenty-five years. It is an irresponsible practice that must stop [...]. The debt is not really a debt of necessity; it is a debt of irresponsibility and weakness. (Workman, 1996, p. 9)

Afin de mettre un terme à cette irresponsabilité et de retrouver un certain contrôle sur les dépenses publiques, les politiciens canadiens auraient donc à trouver le « courage »

⁴ C'est la prévision faite par exemple en 1993 par l'*Association des manufacturiers* dans un document intitulé *2001, l'Odyssée fiscale du Canada* : « Le Canada est en faillite et ses habitants courent à la ruine : d'ici l'an 2001, le déficit budgétaire atteindra 67 milliards \$, soit 6,8% du produit intérieur brut. La dette d'Ottawa totalisera alors 965 milliards \$ et nous n'aurons plus la maîtrise de notre destin collectif. » (Le Soleil, 1993, p. B10)

⁵ John Crow, gouverneur de la Banque du Canada, explique par exemple qu'il « doit faire la vie dure aux Canadiens parce qu'ils vivent au dessus de leurs moyens » (Cloutier, 1990, p. D1). Ce thème a par ailleurs été repris par le gouvernement du Québec comme slogan pour son budget 1993-1994 : *Les finances publiques du Québec : vivre selon nos moyens* (1993).

nécessaire⁶ pour sabrer dans le budget des services sociaux malgré l'impopularité de telles mesures. En fait, l'équilibre budgétaire serait plus nécessaire que jamais en une époque de globalisation économique imposant à chaque pays une adaptation rapide aux nouvelles règles de la compétitivité internationale, un assujettissement de la politique nationale au besoin de sécurité de la communauté des investisseurs internationaux. Le président de la Banque Nationale du Canada d'alors souligne ainsi qu'un « nouveau type de guerre s'organise, celle de l'économie, au moyen de blocs continentaux », précisant que dans ce contexte de « violence économique » notre survie dépend de la qualité de la gestion financière du pays⁷ (Cloutier, 1991b, p. E2). De la même façon, le président du conseil de la Banque Scotia prévient que face à une Asie et une Amérique latine en plein essor économique, les pays très endettés comme le Canada auront de plus en plus de difficultés à attirer des capitaux étrangers (Presse Canadienne, 1995, p. D2). Plusieurs articles s'intéressent, dans la même ligne de pensée, aux mouvements dans la cote de crédit attribuée au pays par les grandes entreprises d'évaluation financière que sont Standard & Poor's, Dominion Bond Rating Service ou encore Canadian Bond Rating Services (Chiasson, 1993, p. 44; Presse Canadienne, 1997, p. B5). Comme le précise Workman, « Increasingly, there is the view that national economic policy must be subordinated to the exigencies of the global economy » (1996, p. 20), l'une d'entre elles étant justement le maintien d'un équilibre budgétaire assurant la stabilité et la solvabilité d'un pays.

Globalement, les appels à l'équilibre budgétaire présents dans les grands quotidiens francophones de la province se résument à ces quelques points, plutôt familiers à la plupart d'entre nous. Il semble donc justifié de dire que :

les médias se sont surtout faits l'écho des descriptions les plus sensationnalistes du problème de la dette, se contentant de trouver de nouvelles façons, toujours plus

⁶ Chroniqueurs et éditorialistes de *La Presse* félicitent ainsi le « courage politique certain » du gouvernement conservateur lorsqu'il introduit la taxe sur les produits et services (TPS) (Picher, 1990b, p. D1) ou encore au lendemain du dépôt d'un budget limitant la croissance des dépenses internes du gouvernement et des salaires (Wagnière, 1991, p. B2).

⁷ Un discours très similaire à celui que Petrella voit répété « chaque jour dans toutes les langues par les médias de tous les pays » au sujet de la mondialisation : « Il faut – dit-on – s'adapter à la mondialisation. Ceux qui ne s'adaptent pas seront éliminés. La survie de chacun passe par une adaptation efficace. D'où l'impératif de la compétitivité mondiale de tous contre tous » (1997, p. 7-8).

imagées, de mesurer (chiffres à l'appui) et de *dévoiler* la gravité de la situation (Martin & Savidan, 1994, p. 17).

En reprenant constamment la même trame argumentaire, les quotidiens québécois – à l'instar de la presse canadienne, d'ailleurs (Mosdell, 2001) – ont contribué à fixer les termes du débat, ce qui peut ou non être dit sur ce sujet :

The presence of the discourse is highly visible in the media where the prevailing conversation regarding the debt scripts participants into bandying around comfortable affirmations, safe ideas and uncontentious recommendations. Any new information or declaration is mediated by the terminological universe of the discourse [...]. Thus, the discourse of fiscal crisis involves the routinization of discussion or the creation of uniformity in all talk about the debt and related fiscal matters. (Workman, 1996, p.31)

La prédominance de ce discours participe ainsi au processus de légitimation d'un vocabulaire donné dans la problématisation de la dette nationale, ce qui contribue à fixer une « vérité » de la dette appelant certaines actions plutôt que d'autres⁸. L'absence d'équilibre au niveau de l'attention accordée aux différentes analyses de la question n'est donc pas sans conséquences et peut être vue comme un puissant outil de légitimation des coupures budgétaires mises en œuvre tout au long des années 1990 par les ministres des finances fédéraux successifs (voir Lavoie, 1993). En effet, comme l'explique McQuaig (1995, p. 13), la réduction des dépenses de l'État prend dans ce contexte un caractère de nécessité absolue :

The point is, however, not that no other viewpoints are heard, but that one viewpoint overwhelmingly dominates. Arrayed against the handful of sceptics mentioned above is an army of commentators, who tirelessly promote the deficit-leaves-us-no-alternative-but-to-cut-social-spending theory and whose views are regularly featured in every major newspaper and magazine, as well as on television and radio news and current affairs program [...]. After a while, their incessant calls for fiscal restraint and spending cuts take on a quality of inevitability.

D'ailleurs, le simple fait que les grands quotidiens québécois abordent régulièrement le problème de la dette suffit à activer toute la puissance de la fonction d'*agenda-setting* des médias de masse identifiée par Maxwell McCombs et Donald Shaw (1972) dans les années 1970⁹. Selon ces chercheurs, en effet, les médias de masse ont pour fonction première de fixer

⁸ C'est le lien entre savoir (ou volonté de vérité) et pouvoir dont traite Foucault dans *L'ordre du discours* (1971).

⁹ Et qu'on pourrait traduire en termes d'« établissement de l'ordre du jour des affaires publiques » (Dufresne, non daté).

l'attention du public sur certains enjeux plutôt que d'autres par le biais de la sélection qu'ils opèrent pour déterminer leur propre contenu. Ainsi, en abordant fréquemment le problème de la dette, les journaux québécois élèveraient ce dernier dans l'ordre de priorités des lecteurs en leur indiquant qu'il s'agit d'un sujet qui mérite leur attention; comme l'explique un autre chercheur en communication : « Continuous repetition and emphasis create high priorities in the public mind and government » (Bagdikian, 1990, p. 16). La fonction d'*agenda-setting* des médias de masse telle que décrite par McCombs et Shaw ne suggère donc pas que les médias parviennent à déterminer ce que les gens pensent d'un sujet donné, mais bien que ces médias dictent *quels* sujets doivent effectivement être pensés, c'est-à-dire qu'ils déterminent quels enjeux seront considérés comme « dignes d'intérêt » par leur public. Or, comme nous l'avons dit, la prépondérance d'un discours relativement homogène sur la question de la dette nationale vient ici changer la donne en limitant ce qui peut être légitimement dit sur le sujet.

Certains économistes réfutent toutefois cette version de notre histoire fiscale, remettant très sérieusement en cause la réalité économique de ce discours « dominant ». C'est cette autre explication de la situation financière du Canada que nous examinerons maintenant afin de montrer qu'il n'y a pas qu'une seule « vérité » possible sur la dette. Nous tenterons ensuite de comprendre la facilité avec laquelle le discours dominant sur la dette s'est imposé en le mettant en perspective avec les écrits de Jacques Ellul sur la propagande moderne.

2. Petite histoire de la dette : une autre analyse

Alors que la dette nationale était généralement présentée dans les journaux québécois des années 90 comme une conséquence directe de décennies de dépenses gouvernementales exagérées et irresponsables, certains experts¹⁰ mettent en doute cette relation et proposent plutôt la guerre à l'inflation entreprise par John Crow lorsqu'il était gouverneur de la Banque

¹⁰ Des professeurs d'économie d'universités canadiennes (John Hotson, University of Waterloo; Mario Seccareccia, Université d'Ottawa; Louis Ascah, Université de Sherbrooke; Marc Lavoie, Université d'Ottawa), des professeurs de sciences politiques (Thom Workman, University of New Brunswick; Harold Chorney, Concordia University), mais aussi certains journalistes canadiens (Linda McQuaig, *The Globe and Mail*, *The Toronto Star*, *Maclean's* et le *National Post*; Fred Burr) et économistes américains (Robert Louis Hebroner). Quelques-uns de ces experts sont membres du *Canadian Centre For Policy Alternatives* (CCPA, non daté), institut de recherche indépendant et non partisan qui a publié un certain nombre de documents remettant en question le discours dominant sur la dette.

du Canada comme grande coupable de l'accroissement rapide de la dette. Décidée en pleine période de récession – l'économie canadienne ne s'étant toujours pas remise de la crise du début des années 1980 –, la quête de l'inflation zéro par le biais de taux d'intérêts élevés aurait en fait prolongé dramatiquement cette récession, provoquant ainsi un gonflement du taux de chômage et une perte de gains en taxes pour le gouvernement. C'est l'effet « boule de neige »¹¹ :

Les déficits élevés des dernières années au Canada s'expliquent en grande partie par la politique monétaire restrictive anti-inflationniste de la Banque du Canada qui a contribué aux récessions connues. Ces récessions ont eu comme résultat une augmentation du déficit cyclique, et la politique des taux d'intérêt réels élevés a augmenté le coût de service de la dette et donc des déficits. (Ascah, 1993, p. 34)

En décidant de réduire considérablement la quantité de monnaie qu'elle émettait annuellement, la Banque du Canada aurait laissé aux banques privées le pouvoir de déterminer combien de nouvel argent serait créé à chaque année, et donc le pouvoir de faire augmenter les taux d'intérêts par une limitation volontaire des ressources financières disponibles pour emprunt dans les différentes banques du pays :

Since the mid-1970s, however, the Bank of Canada, with government consent, has been creating less and less of the new money, while letting the private banks create more and more. Today « our » bank creates a mere 2% of each year's new money supply, while allowing the private banks to gouge the government – and of course you and me, as well – with outrageously high interest rates. And it is this extortionate interest charges that are the principal cause of the rapid escalation of the national debt. (Chorney, Hotson et Seccareccia, 1992, p. 4)

Cette thèse du rôle des taux d'intérêts élevés dans l'accroissement de la dette nationale est aussi soutenue par une analyse entreprise en 1991 par Hideo Mimoto et qui démontre que « the rising cost of interest payments accounted for a staggering 70 per cent of the debt growth! » (McQuaig, 1995, p. 117). Ses calculs ont permis d'établir que les dépenses sociales n'ont eu qu'un faible rôle à jouer dans l'accroissement de la dette. En fait, il s'avère que les dépenses publiques calculées en pourcentage du produit national brut ont diminué plutôt

¹¹ « L'effet « boule de neige », c'est l'augmentation mécanique de la dette causée par l'effet combiné des taux d'intérêt élevés et des nouveaux emprunts nécessaires au remboursement des emprunts antérieurs » (Toussain, 2002, en ligne).

qu'augmenté tout au long de la période de l'après-guerre (Workman, 1996; Chorney, 1989), cette constatation poussant d'ailleurs certains à avancer l'idée qu'il ne faut pas moins, mais bien plus de dépenses gouvernementales au chapitre des services sociaux (Chorney, Hotson et Seccareccia, 1992).

Or, au-delà des causes exactes de la supposée perte de contrôle sur la dette nationale, c'est sur la gravité même de la situation fiscale canadienne que cet autre discours émet un doute. En effet, sans nier l'existence d'une dette nationale somme toute considérable, les mêmes experts s'entendent sur deux constats : (a) la manière de calculer le montant de la dette influence énormément le résultat obtenu et (b) la tendance générale dans les médias est à l'exagération de la dette. Ainsi, alors que certains suggèrent que les investissements gouvernementaux devraient être capitalisés plutôt que comptabilisés dans les dépenses courantes de l'année (Heilbroner & Bernstein, 1989; Eisner, 1989), d'autres affirment plutôt qu'il faudrait prendre en compte l'effet de l'inflation sur la valeur réelle de la dette (Chorney, 1989; Ascah, 1993). D'autres encore soulignent que les chiffres et comparaisons proposés ne sont pas toujours valables¹². Vincent Truglia, en charge d'analyser le dossier du Canada chez *Moody's Investors Services*, soutient que :

Several recently published reports have grossly exaggerated Canada's fiscal debt position. Some of them have double counted numbers, while others have made inappropriate international comparisons, e.g. comparing Canadian gross debt to other countries' net debt (McQuaig, 1995, p. 46).

L'éventualité que le Canada rencontre un jour un « mur de la dette »¹³ apparaît en fait plus qu'invraisemblable à M. Truglia, qui attribue d'ailleurs à notre pays la cote de crédit la plus haute.

Finalement, c'est l'équation proposée par l'argumentaire dominant entre « crise » de la dette et nécessité de réduire les dépenses publiques qui est radicalement remise en question. En effet, si les journaux québécois répètent qu'il n'y a aucune autre solution pour les Canadiens

¹² Nous parlons d'un autre discours de la dette malgré ces divergences au niveau des corrections proposées aux méthodes de calcul de la dette nationale puisque ce point relativement technique semble le seul sur lequel les experts cités mettent de l'avant des positions différentes.

¹³ Cette expression est tirée de l'analyse de Linda McQuaig (1995, p. 2).

que de couper dans les dépenses sociales, plusieurs analystes répondent que l'éventail des choix valables est, dans les faits, sensiblement plus large. Un certain consensus émerge ainsi autour de l'existence non pas d'un, mais bien de trois moyens envisageables pour réduire la dette : la réduction des dépenses gouvernementales, la hausse des niveaux de taxation et la réduction des taux d'intérêts par le biais d'une création d'argent plus importante de la part de la Banque du Canada (Chorney, 1989; Hotson, 1993; Wilson 1994; Burr, 1994). C'est cette dernière solution que privilégient les tenants d'un « autre » discours sur la dette, celle-ci n'affectant finalement que le porte-monnaie des financiers qui tirent un immense profit des hauts taux d'intérêts en cours.

Une analyse foncièrement différente du problème de la dette est exprimée ici afin de s'opposer à l'argumentaire homogène diffusé dans les années 90 par les quotidiens québécois. Ainsi, malgré la rapidité de notre survol des fondements de la seconde interprétation du problème de la dette, nous pouvons penser que le discours fiscal dominant ne doit pas tant sa force à l'authenticité des « vérités » qu'il propose qu'à certaines de ses caractéristiques en termes de forme et de contenu. À ce propos, il semble révélateur de constater que ce discours, tel que diffusé au Québec dans les années 90, suit presque point par point les caractéristiques de la propagande moderne identifiées par Jacques Ellul.

3. Le discours de la dette comme propagande

3.1 La propagande moderne

L'avènement des moyens de communication de masse et, plus généralement, de la société de masse¹⁴ en tant que forme d'organisation sociale représente pour plusieurs un tournant majeur dans l'histoire de la propagande (Jowett et O'Donnell, 1986; Ellul, 1962). L'urbanisation

¹⁴ La notion de « société de masse », popularisée dans les années 1960 pour désigner une « société de production et de consommation de masse [où] l'opposition entre *culture cultivée* et *culture de masse* se manifeste » (Bourdaloie, 2001, en ligne), s'inspire du concept de « masse » tel qu'employé par les membres de l'École de Francfort afin de décrire l'aliénation et le conformisme qu'ils voyaient comme caractéristiques des sociétés de l'époque. Il s'agit, par ailleurs, de la même « réalité historique » que la société technicienne de Jacques Ellul, bien que celui-ci juge plus approprié d'identifier la technique au sens large comme élément central de cette nouvelle forme sociale (Ellul, 1977).

croissante des sociétés occidentales modifie alors la notion de communauté en plongeant l'individu dans un ensemble trop grand et impersonnel pour l'en faire sentir membre à part entière. Parallèlement, les groupes d'appartenance traditionnels subissent une lente érosion. Ces transformations, en laissant les individus seuls face à la société en tant que construction abstraite, contribuent à faire des médias de masse les principaux canaux de médiation de la réalité et, donc, des instruments de première importance en termes de propagande.

Pour Jacques Ellul (1962), la propagande moderne, forgée pour répondre aux besoins de la société technicienne et ne trouvant son sens qu'à travers la nécessité d'intégration des individus à cette société, adopte une forme fondamentalement différente des anciens modes de persuasion. Par son ouvrage *Propagandes*, c'est donc un portrait complet de cette nouvelle réalité qu'Ellul tente de fournir et son analyse nous servira à jeter un nouvel éclairage sur le discours dominant sur la dette que nous venons de dépendre. De fait, les caractéristiques communes à l'ensemble des formes de propagande moderne telles qu'identifiées par Ellul semblent intégralement reproduites dans la vision dominante de la « crise » fiscale canadienne. Global et continu, ce message est adressé simultanément à l'individu et à la masse. Visant l'action plutôt que l'adhésion intellectuelle, il est soutenu par une institution et s'exprime par le biais de faits authentiques ou invérifiables et par l'actualité. En outre, il se base sur des mythes et présumés fortement ancrés dans la collectivité.

3.2 Globalité et continuité du message

La propagande moderne se doit d'être à la fois continue et durable, une très longue période de temps étant habituellement nécessaire afin de permettre au principe de répétition de faire son œuvre. Comme l'explique Ellul (1962, p. 29) : « C'est seulement dans cette perspective que joue le fameux principe de répétition qui ne signifie rien en soi [...]. Il faut *habituer* le public à une affirmation ». Si cette habitude se développe effectivement à travers une exposition fréquente et persistante de l'individu au message en question, le discours de la dette se montre assez bien positionné pour créer une telle habitude puisqu'il apparaît régulièrement dans les principaux quotidiens québécois des années 1990 (*La Presse*, *Le Devoir*, *Le Soleil*). Exprimé dans son entièreté ou simplement évoqué à travers des articles traitant, par exemple, des

bénéfices engendrés par la privatisation du service de contrôle du trafic (Presse Canadienne, 1996, p. B3) ou encore de la nécessité de couper dans le budget de Téléfilm Canada (Le Devoir, 1993, p. B10), le discours de la dette est très largement présent dans les références aux activités gouvernementales¹⁵.

Or, en plus de sa continuité, l'interprétation dominante de la situation fiscale canadienne présente une histoire suffisamment globale pour exclure toute possibilité de divergence à l'intérieur de son argumentaire, suivant ainsi l'injonction d'Ellul (1962, p. 22) de proposer à la fois « un système global d'explication du monde et des motifs immédiats d'action ». Quand la réduction de la dette est désignée comme responsabilité première et indiscutable du gouvernement, c'est en référence à cet unique objectif qu'une diversité d'autres problèmes en viennent à être pensés et solutionnés. L'idée d'éliminer les prestations de sécurité de vieillesse – proposition qui serait hautement controversée dans un système d'explication du monde centré sur la question de justice sociale, par exemple – se voit ainsi beaucoup plus aisément justifiée lorsque comprise en fonction du problème de la dette :

La première et la plus décisive [des raisons justifiant l'élimination des prestations] est incontestablement la nécessité absolue de prendre TOUTES les mesures possibles pour réduire, et rapidement, le déficit actuel sinon à zéro tout au moins à un niveau qui évitera au gouvernement d'accroître ses emprunts. Personne, à ce jour n'a pu vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens, ni individus, ni entreprises, ni même gouvernements. Au point où le Canada en est rendu, TOUS les moyens sont indispensables, augmentation des revenus comme réduction des dépenses. (Potvin, 1993, p. B3)

C'est ainsi une vision économique du monde que ce discours nous suggère, vision néo-libérale d'une époque où la politique doit céder le pas aux contraintes de l'économie. En ce sens, il déploie une conception technique – plutôt que proprement politique – de l'action gouvernementale que Jürgen Habermas (1973) présente justement comme caractéristique du capitalisme libéral des deux derniers siècles. Pour ce dernier, en effet, si les sociétés traditionnelles étaient marquées par une prééminence de l'activité communicationnelle comme

¹⁵ Par exemple dans des articles traitant des budgets de Radio-Canada et de son équivalent anglophone, la *Canadian Broadcasting Corporation* (Cleary, 1990, p. B3; Le Soleil, 1996, p. B6), dans l'Aide publique au développement (Khan, 1993, p. E7) ou encore dans les programmes de lutte aux drogues et à l'alcool (Gagnon, 1990, p. C8). Le discours de la dette se voit en outre redoublé et renforcé par nombre d'articles traitant de la nécessité de couper, à l'échelle provinciale, dans les coûts des systèmes de santé et d'éducation québécois.

pratique sociale symbolique au niveau de leur cadre institutionnel et un confinement de la rationalité technique à certaines des superstructures qui y étaient intercalées, le passage au capitalisme libéral paraît avoir détruit cet ordre des choses. Au vingtième siècle, plus particulièrement, l'intégration de la science et la technique a atteint un niveau inégalé, leur mise en valeur industrielle systématique les positionnant comme moteur central de la croissance économique ou encore comme facteur de progrès quasi autonome possédant une logique interne qui semble imposer ses contraintes au politique lui-même. La visée de l'État devient essentiellement d'assurer l'équilibre et la croissance du système économique et il s'ensuit que son action acquiert un caractère négatif, c'est-à-dire qu'il se consacre à « trouver des solutions aux questions d'ordre technique » (Habermas, 1973, p. 38) plutôt que de suivre les exigences d'une rationalité communicationnelle.

D'autres chercheurs, tels Nikolas Rose (1996a), ont plutôt associé la technicisation de l'activité gouvernementale au libéralisme avancé des années 1980 et 1990. Ainsi, selon l'analyse de Rose la rationalité de gouvernement néo-libérale qui a dominé le paysage politique de la plupart des sociétés occidentales au cours de ces deux décennies soumet l'action gouvernementale à des critères d'évaluation avant tout économiques, ne laissant d'autre fonction à nos gouvernements que celle d'administrateurs (voir aussi Castel, 1991, p. 293; Workman, 1996, p. 34). Plus de choix politiques possibles lorsque toute décision doit être justifiée en termes économiques et répondre à l'impératif de l'équilibre budgétaire, supposé permettre aux Canadiens de reprendre le contrôle sur un environnement qui semble les dépasser. C'est ce que soulignent Martin et Savidan (1994, p. 18) lorsqu'ils affirment que :

La culture de la dette tend bien à se présenter comme un système complet d'interprétation, donateur de sens, offrant aux individus, perturbés par l'absence apparente de repères, un nouvel objectif à conquérir : la maîtrise de la situation et le retour à l'équilibre par le contrôle des dépenses budgétaires.

3.3 Toucher l'individu dans la masse

Déjà établie par d'autres auteurs (LeBon, 1947), la sensibilité à la persuasion de l'individu dans la masse est reprise par Ellul qui, à partir de cette constatation, voit comme condition

première de la propagande moderne le fait qu'elle s'adresse en même temps à l'individu et à la masse.

Si cette caractérisation peut sembler de prime abord un peu floue, nous comprenons mieux ce qu'Ellul (1962, p. 20) entend lorsqu'il explique que « cette opération est grandement facilitée par l'existence des moyens de communication de masse moderne qui ont précisément cet effet remarquable d'atteindre spontanément la foule, mais chacun dans cette foule ». Les médias de masse, donc, permettent au lecteur solitaire de se sentir simultanément membre d'une masse (psychologique plutôt que biologique), celle composée de tous les consommateurs de ce même média et qui sont soumis aux mêmes messages. Clairement, cette fonction des médias de masse sert encore une fois très bien le discours sur la dette, transmis au fil des ans à travers les quotidiens francophones à grands tirages du Québec. Il est en outre intéressant d'observer avec Workman (1996, p. 54) que l'interpellation de l'individu dans la masse semble directement voulue lorsqu'on évoque l'idée d'un fardeau qui serait laissé aux générations futures : « By drawing attention to concerns for future generations the discourse wraps itself up with concerns shared by parents about their position as parents ».

3.4 Stimuler l'action plutôt que l'adhésion

Si on conçoit spontanément la propagande comme volonté de convaincre du bien-fondé d'une certaine idéologie ou d'obtenir l'adhésion intellectuelle de l'individu, la propagande moderne vise au contraire à court-circuiter tout processus de délibération rationnelle pour directement stimuler l'action, c'est-à-dire une participation active ou passive : « Le but de la propagande moderne n'est plus de modifier les idées, mais de provoquer une action [...]. Ce n'est plus d'amener un choix, mais de déclencher des réflexes » (Ellul, 1962, p. 36). Trop longue à obtenir et nécessitant une personnalisation poussée du message qui ne peut être transmise à travers les médias de masse, la modification des idées ou des opinions est repoussée au second rang des objectifs d'une propagande qui se concentre plutôt sur la création de réflexes d'action à partir des mythes et pré-supposés collectifs déjà existants. Cette approche s'avère d'ailleurs d'autant plus efficace en termes d'atteinte par les initiateurs de la propagande des résultats

voulus qu'elle devient, toujours selon Ellul (1962, p. 41), pratiquement irréversible de par l'engagement qu'elle crée chez l'individu¹⁶ :

Car l'action rend l'effet de la propagande irréversible. Celui qui agit en fonction de la propagande ne peut plus revenir en arrière. Il est maintenant obligé de croire à cette propagande à cause de son action passée. Il est obligé d'en recevoir sa justification, son autorité, sans quoi son action lui paraîtra absurde ou injuste, ce qui est intolérable. Il est obligé de continuer à avancer dans le sens indiqué par la propagande car l'action appelle l'action. Il est ce qu'on appelle : engagé.

Toutefois, il importe de se rappeler que les réflexes d'action induits ne doivent pas nécessairement prendre la forme d'une mobilisation effective de l'individu, d'une action concrète. En effet, la participation passive, s'exprimant par un support psychologique à l'action sans contribution directe, est tout autant recherchée par la propagande moderne, l'inertie des masses étant parfois seule nécessaire à la réalisation de ses desseins.

Cette approche semble bien reflétée à l'intérieur d'un discours de la dette qui ne cherche vraisemblablement pas tant à convaincre les gens de la valeur de l'idéologie néo-libérale que de les amener à rester passifs devant sa mise en œuvre. Et il y réussit très bien, identifiant et présentant explicitement la source et les solutions à la crise actuelle comme indiscutables, comme des données qu'il suffit d'accepter. Il légitime ainsi un support psychologique à la réduction du rôle de l'État plutôt que de mettre en place les éléments nécessaires à une réelle réflexion du lecteur qui serait basée sur la présentation de multiples perspectives.

3.5 Nécessité d'un support institutionnel

Clairement, les appels à l'équilibre budgétaire ont été tout au long des années 1990 soutenus par l'action gouvernementale, renforcés par la mise en pratique effective des idées qu'ils déployaient. Chaque nouveau budget fédéral coupant dans les dépenses sociales en invoquant

¹⁶ On reconnaît ici le phénomène de « dissonance cognitive » bien connu des psychosociologues : « Deux éléments sont dissonants dans le champ de nos opinions et de nos expériences lorsqu'ils sont contradictoires ou totalement disparates. Selon Festinger, cette situation est source de malaise et entraîne une activité qui vise à réduire cette dissonance par tous les moyens possibles et compte tenu de la résistance respective des éléments [...] » (Maisonneuve, 1973, p. 200). Lorsqu'une action a déjà été posée, il est évidemment plus facile pour l'individu de se convaincre du bien-fondé de celle-ci que d'effacer réellement celle-ci de sa mémoire ou encore de vivre la tension qui découle d'une incompatibilité entre ses actions et ses pensées.

la nécessité de s'attaquer à cette « immense » dette, chaque demande d'équilibre budgétaire adressée à l'une ou l'autre de nos institutions étatiques venait légitimer un peu plus le discours des grands quotidiens en associant action matérielle à l'action psychologique. Or, ce facteur institutionnel est précisément présenté par Ellul (1962) comme inhérent à toute forme de propagande moderne. En amenant des transformations économiques effectives, l'action gouvernementale a donné la possibilité aux citoyens d'agir sur le champ, quoi que par une participation passive, c'est-à-dire en demeurant muets face à la lente retraite de l'État des champs social et économique.

3.6 Le jeu de l'interprétation

Contrairement à la croyance populaire, une propagande efficace n'en est pas une faite de mensonges, mais bien une présentant les faits avec exactitude. Règle première de la propagande moderne, ce respect des faits assure que la crédibilité de la source ne pourra être entachée par la découverte du mensonge cependant qu'elle garde bien présente la possibilité d'une certaine manipulation de l'opinion par le biais du jeu de l'interprétation. Tel que l'explique Ellul (1962, p. 66) : « L'exactitude qui paie se situe au niveau du fait. Le mensonge nécessaire, et qui paie aussi, se situe au niveau des intentions et des interprétations ». En proposant des faits exacts mais en omettant de fournir suffisamment d'informations contextuelles pour que l'individu puisse y donner sens de façon autonome, la propagande moderne se garde le précieux rôle de déterminer ce qui doit être conclu des faits présentés et, donc, ce qui doit être retenu de son message.

Or, une exception s'applique à cette règle de respect des faits. Lorsqu'il est impossible pour la cible de la propagande de s'assurer de la véracité des informations présentées, lorsque le mensonge ne peut être découvert, il n'existe alors aucune raison de ne pas manipuler les faits de façon à servir des intérêts particuliers. L'individu n'ayant aucune expérience directe ou connaissance indépendante de la question en cause sera beaucoup plus facilement influencé par les médias puisque dans cette situation : « individuals can only learn salience cues through the new media and thus are not exposed to interfering information from personal involvement (Winter, 1981; Blood, 1981; Zucker, 1978) » (McCombs, Danielian et Wanta, 1995, p. 289).

Ainsi, si en limitant les causes de la dette canadienne aux dépenses gouvernementales et en interprétant la situation comme appelant nécessairement à une coupure dans les dépenses sociales de l'État, le discours de la dette reprend très adroitement le jeu de l'interprétation, il trouve aussi beaucoup de sa force dans la possibilité qu'il a de manipuler certains faits invérifiables par le citoyen.

Comment en effet pourraient être validés le montant exact de la dette nationale et la gravité de celle-ci par le citoyen canadien ordinaire? Se sentant insuffisamment compétente pour saisir la logique propre à des domaines aussi spécialisés que l'économie et la politique, la grande majorité des citoyens remet à des experts le pouvoir d'analyser la réalité de la dette nationale et ne peut alors qu'accepter les conclusions qu'ils proposent¹⁷. C'est donc déjà médiatisée que la réalité économique se présente à l'individu, seule la renommée du média ou des sources consultées pouvant le guider dans son évaluation de la véracité des interprétations offertes. Or, justement, le discours de la dette sait particulièrement bien utiliser cette dépendance envers les experts crédibles car, repris à l'intérieur des grands quotidiens québécois, il tend en outre à légitimer certaines sources expertes bien précises en faisant fidèlement écho à leurs prises de position ou encore aux résultats de leurs recherches, supposées « non partisans ». De fait, par-delà les présidents des grandes banques canadiennes et des associations corporatives les plus importantes du pays¹⁸, ce sont des instituts financés presque exclusivement par le milieu financier canadien – celui-là même qui bénéficie de la lutte pour l'équilibre budgétaire – qui sont le plus souvent cités et à qui l'on attribue la plus grande crédibilité au sujet de la dette. Ainsi, le *C.D. Howe Institute* et le *Fraser Institute*, instituts privés politiquement de droite, se voient tous deux attribuer un espace privilégié dans les médias québécois et canadiens, une étude de Stafford (1997) démontrant par exemple que les recherches du *Fraser Institute* y sont revues en moyenne cinq fois plus souvent que celles du *Canadian Centre for Policy Alternatives*, politiquement de gauche et promoteur d'un discours alternatif sur la dette.

¹⁷ C'est le phénomène d'« incompétence sociale » dont parle Christopher Lasch (2000) lorsqu'il explique la dépolitisation progressive des membres de notre société par le sentiment d'incompétence qu'ils ont face à des problèmes politiques qui s'expriment dans un vocabulaire qui leur est incompréhensible.

¹⁸ Nous en avons vu quelques exemples dans la première partie de ce texte : Banque Nationale du Canada, Banque de Montréal, Standard Life, Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, Association des manufacturiers canadiens, etc.

Également formulé par McQuaig (1995, chap. 1), le commentaire de Workman (1996, p. 22) souligne bien le côté paradoxal de la situation :

Despite the fact that the C. D. Howe and Fraser Institutes are funded almost exclusively by business, and notwithstanding the fact that their policy orientations are unapologetically pro-capital, they are often identified by the media as non-partisan and independent. Their report and policy commentaries typically receive wide media coverage.

Considérés comme plus neutres et objectifs que les représentants du gouvernement ou du milieu des affaires eux-mêmes, ces instituts de recherche sont suffisamment « crédibles » pour que les informations qu'ils transmettent gracieusement aux journalistes puissent être utilisées sans plus de vérifications. Ils répondent ainsi au besoin pressant des quotidiens en flots stables, fiables et économiques en matériel « brut » pour remplir leurs pages, phénomène présenté par Herman et Chomsky (1988, p. 18-25) comme le troisième grand filtre venant influencer le contenu des médias. Ces deux auteurs ont effectivement montré le lien de dépendance qui s'établit entre les médias de masse et les sources d'informations très accessibles que constituent les gouvernements et les associations corporatives mais aussi certains experts qu'ils « créent » de toutes pièces afin d'éviter que l'espace médiatique ne soit occupé par des vues opposées aux leurs :

The dominance of official sources is weakened by the existence of highly respectable unofficial sources that give dissident views with great authority. The problem is alleviated by “co-opting the experts” - i.e., putting them on the payroll as consultants, funding their research, and organizing think tanks that will hire them directly and help disseminate their messages. In this way bias may be structured, and the supply of experts may be skewed in the direction desired by the government and “the market”. (ibid., p. 23)

Un tel processus de « création » d'experts semble bel et bien à l'œuvre derrière un discours de la dette faisant appel à des instituts supposés non partisans et reconnus comme experts alors même qu'ils sont très largement financés par des entreprises¹⁹. En s'appuyant amplement sur ces chercheurs afin d'« expliquer » à leurs lecteurs l'état des finances publiques, les

¹⁹ On peut par exemple voir la liste des entreprises membres du *C.D. Howe Institute* dans le rapport annuel qu'il rend disponible sur son site (C.D. Howe, non daté).

quotidiens québécois déploient une « vérité » de la situation fiscale canadienne que personne, mis à part quelques experts peu cités, ne peut réellement contredire.

3.7 L'ère de l'actualité

Participant à assurer leur crédibilité, donc, le partenariat des appels à l'équilibre budgétaire avec certains instituts privés participe en outre à un autre des processus caractéristiques de la propagande moderne : sa fusion avec l'actualité. En effet, la réalisation fréquente par ces instituts de recherches concernant la dette, aussitôt reprises par les grands quotidiens québécois, aide grandement le discours de la dette en lui assurant une présence médiatique continue. Pouvant aussi compter sur les actualités que créent la lecture d'un nouveau budget par le ministre des Finances du moment et les diverses déclarations politiques évoquant la question de l'endettement du Canada, le discours de la dette est en fin de compte assez régulièrement présent à l'intérieur des pages des principaux journaux francophones de la province.

C'est par des caractéristiques propres à l'individu moderne qu'Ellul explique la nécessité, pour la propagande, de passer par les actualités (bulletins de nouvelles télévisés, informations quotidiennes dans les journaux, etc.) pour se faire entendre. Pour lui, le public des médias de masse « n'est sensible qu'à l'événement contemporain. Seul il le concerne et le met en question. Il ne peut évidemment y avoir de propagande que lorsque l'homme se sent mis en question » (Ellul, 1962, p. 56). Selon Ellul, donc, l'homme moderne passe d'une actualité à l'autre à la recherche de spectaculaire et de temporel, ne montrant qu'une mémoire très limitée des événements ainsi qu'une capacité réduite d'attention. L'auteur en conclut qu'en ne prenant pas le temps d'approfondir les questions qui lui sont présentées quotidiennement, l'individu ne peut réellement en retenir l'argumentaire complet, mais en ressort plutôt armé seulement d'une impression vague, d'un sentiment général qui lui dicte les actions à entreprendre. Aussi vaut-il mieux pour le discours propagandiste de se centrer sur l'emploi de mots et d'images forts, capables de stimuler les émotions voulues, plutôt que d'approfondir certaines questions ou de soulever des débats sociaux inutiles. Cette faible capacité d'attention qu'Ellul attribue à l'individu moderne – et qui peut être considérée à la fois comme justification et résultat de la

rapidité de défilement et le spectaculaire des émissions télévisées des dernières décennies – empêcherait d’ailleurs, selon Bourdieu (1996), tout discours autre ou nouveau sur un problème donné d’être exposé avec suffisamment de détails pour être significatif, perpétuant ainsi le primat des interprétations déjà tellement intégrées à l’imaginaire collectif qu’elles n’ont qu’à être rapidement évoquées pour ressurgir.

3.8 Respect des mythes et présupposés collectifs

Si un message efficacement diffusé sur une longue période de temps peut bel et bien finir par s’introduire dans la conscience collective au point d’en devenir un présupposé, ce n’est toutefois qu’en respectant initialement les « courants fondamentaux » déjà présents dans cette conscience qu’il a une chance d’y arriver. En effet, pour Ellul (1962, p. 51) :

Une propagande qui se dresserait contre ces structures fondamentales [données psychosociologiques fondamentales sur lesquelles repose toute une société], à la fois réelles par leur substratum et psychologiques par l’adhésion des hommes, n’aurait aucune chance de réussir.

Il faut qu’un lien soit créé avec les mythes et présuppositions sous-jacents à la société concernée pour que le message de la propagande ne semble pas imposé de l’extérieur (Jowett et O’Donnell, 1986). Mythes sociaux et présuppositions collectives²⁰ constituent effectivement les deux grandes composantes des courants fondamentaux que la propagande se doit de refléter; Ellul (1962) identifie à ce chapitre – sans toutefois les expliquer – les deux grands mythes de la Science et de l’Histoire²¹ et les quatre présuppositions collectives selon lesquelles « *le but de la vie de l’homme, c’est le bonheur; l’homme est naturellement bon; l’Histoire évolue selon un progrès incessant; tout est matière* » (p. 52). Par un jeu d’évocation, de façon à toucher l’imaginaire populaire, la propagande moderne s’appuie donc sur les mécanismes psychologiques communs à tous les membres des sociétés techniciennes actuelles pour s’insérer doucement dans un schème de pensée déjà présent. À ce chapitre, le discours de la dette est particulièrement bien construit.

²⁰ Respectivement définis comme « représentation vigoureuse, fortement colorée, irrationnelle et chargée de toute la capacité de croyance de l’individu » et « ensemble de sentiments, de croyances et d’images en vertu desquels on juge des événements et des choses sans en prendre conscience » (Ellul, 1962, p. 51-52).

²¹ Sous lesquels se retrouve une série d’autres mythes (du Travail, du Bonheur, de la Nation, de la Jeunesse, du Héros, de l’Abondance) et qui sont discutés de façon plus détaillée dans un article écrit plus tôt par Ellul (1958).

De fait, de par sa forme autant que son contenu, cette vision de la réalité fiscale s'enracine profondément dans les valeurs culturelles dominantes de la société canadienne et dans certains des mythes fondamentaux qui guident sa conception du monde. S'y trouvent ainsi mobilisés, outre le mythe de l'Histoire dont parle Ellul, les thèmes de la conscience patriarcale et de l'indépendance financière :

[...] the prevailing debt story – more formally identified as the discourse of the fiscal crisis in this study – draws upon notions and ideas embedded in everyday life. Rather than challenging day-to-day intuitions, it is assisted by them. More specifically, the story tends to be framed in a way that is informed by elementary cultural notions inherent to Western history, patriarchal consciousness and ideas about financial self-reliance. Therefore, it is believable, agreeable and convincing. In the end, the popular version of the debt crisis appears infinitely reasonable to most Canadians. (Workman, 1996, p. 13)

Ce sont trois points d'appui dans l'imaginaire collectif bien spécifiques qui sont ici identifiés par Workman; profondément ancrés dans notre culture, ces mythes apparaissent effectivement, à l'examen, adroitement mis en scène à l'intérieur du discours dominant sur la dette.

3.9 Le mythe du progrès

Ainsi le mythe du progrès et, plus généralement, de l'avancée de l'histoire vers des formes de civilisation supérieures se voit-il évoqué à travers l'idée que nos propres abus irrationnels menacent maintenant le bien-être de générations futures qui auraient pourtant dû jouir de meilleures conditions de vie que les nôtres s'il n'avait été de « l'accident historique » que représente la crise de la dette. En parallèle aux dénonciations de la dette comme le résultat de longues années d'irresponsabilité apparaissent donc parfois des éditoriaux dénonçant les déficits et la dette comme choses qui ne devraient simplement

pas être une réalité dans un pays comme le nôtre, doté de richesses naturelles immenses, d'une technologie avancée et de suffisamment de main-d'oeuvre pour combiner les deux et produire en abondance plus que nos besoins en produits et services. (Gaouette, 1996, p. B2)

Comme l'explique Workman (1996, p. 42) :

The discourse of fiscal crisis is structured broadly in terms of the optimism regarding historical change and the view of evolution as continual betterment and improvement. According to the debt discourse, however, the trajectory of improvement has been subverted by profligacy and spendthrift policies.

Selon cet expert en sciences politiques, donc, le discours de la dette s'articulerait autour de l'idée que notre insouciance passée, notre irresponsabilité, nous rendrait coupables d'avoir empêché le déploiement normal de l'histoire, un « blocage » qu'il nous faut absolument rétablir au plus tôt et à tout prix. Créant inévitablement un malaise, cette idée sous-jacente au discours de la dette vient susciter une certaine culpabilité, sentiment qui paie au jeu de la persuasion (Pratkanis et Aronson, 1991, chap. 25).

3.10 La conscience patriarcale

Depuis fort longtemps patriarcales, les sociétés occidentales ont intégré au plus profond de leur conscience collective un dualisme fort entre qualités dites masculines et qualités dites féminines. Prisées, les caractéristiques masculines sont constamment légitimées par la structure sociale elle-même, assurant ainsi leur domination continue sur les valeurs féminines. Comme l'explique Pierre Bourdieu (1998, p. 22) dans une étude portant précisément sur la prééminence accordée à la masculinité sur la féminité au sein de nos sociétés : « L'ordre social fonctionne comme une immense machine symbolique tendant à ratifier la domination masculine sur laquelle elle est fondée ».

Tout discours s'appuyant sur les valeurs masculines, s'exprimant dans ses formes traditionnelles, voit donc globalement ses chances d'être réellement entendu par les Canadiens augmenter considérablement puisqu'il s'insère plus qu'il ne contredit une valeur qu'ils ont depuis longtemps intériorisée. Et comme le souligne Workman (1996, p. 55) :

many of the rudimentary aspects of the discourse [of fiscal crisis] accord (implicitly and explicitly) with the masculine aspects of the patriarchal culture and repudiate its feminine dimension, an accordance that gives it credibility and authority from the perspective of popular Canadian culture. The consonance of

the discourse of fiscal crisis with patriarchal consciousness gives it a profound common sense quality.

Ainsi en est-il des idées – foncièrement liées à la masculinité – de courage, de bravoure et de sacrifice qui sont constamment évoquées à travers l’argumentaire selon lequel nous avons aujourd’hui besoin de politiciens suffisamment courageux pour braver les risques d’insatisfaction populaire inhérents à toute politique de coupures budgétaires et pour demander les sacrifices nécessaires aux citoyens. En fait, « The discourse of fiscal crisis is replete with ideas of courage, bravery and sacrifice. Indeed, these three notions form the nodal points for a representation of the hegemonic debt discourse » (Workman, 1996, p. 59).

De la même façon, certaines autres caractéristiques implicitement ou explicitement reliées à la masculinité sont mises en scène par le discours de la dette²². La peur d’une perte de contrôle, d’abord, qui est habilement utilisée par celui-ci lorsqu’il s’évertue à rappeler aux Québécois que nous n’avons plus aucune maîtrise de notre dette nationale, créant ainsi un fort malaise dans l’esprit d’individus valorisant précisément le contrôle (de la nature autant que de la personne) en tant qu’élément central à l’idée de masculinité. L’emploi d’une formulation abstraite du problème, ensuite, rendant le discours d’autant plus crédible qu’il correspond à une façon de penser traditionnellement associée à la masculinité en mettant de côté l’aspect humain du problème. Mais c’est aussi le ton confiant et assuré qu’emploient ses défenseurs qui lui fournit de la légitimité en lui conférant une aura quasi scientifique : « A sort of scientific aura has emerged, one that lends an air of authority and irrefutability to claims about the debt » (Workman, 1996, p. 68).

Enfin – et peut-être principalement – la force du discours de la dette vient de sa revendication au monopole de la raison, du discrédit automatiquement jeté sur toute autre vision de la question en tant qu’elle se voit invariablement qualifiée de déraisonnable. Depuis le tournant du 18^e siècle, la raison « cartésienne » est effectivement présentée comme l’accomplissement intellectuel ultime de l’être humain mais aussi comme une qualité intrinsèquement liée à la masculinité (par opposition à une féminité dominée par l’émotivité).

²² Pour des exemples concrets de mise en scène des valeurs masculines par le discours de la dette, voir le quatrième chapitre de Workman (1996).

Or, comme l'explique Workman (1996, p. 67): « To quarrel with the basic ideas of the dominant debt narrative is to flirt with unreason or to be unreasonable. It is especially this dimension of the debt discourse that creates a powerful justification for neo-liberal policies ». Prenant des apparences d'objectivité et de nécessité, l'argumentaire voulant qu'on doive couper dans les dépenses publiques afin de rétablir notre situation fiscale paraît finalement comme le seul qui soit raisonnable.

3.11 L'idéal de l'indépendance

Des mythes sur lesquels repose le discours de la dette, celui de la vertu de l'indépendance est peut-être l'un des plus implicites. De fait, c'est par un détour non avoué vers l'idéal d'une autonomie maximale de l'individu²³, capable de se suffire à lui-même sans l'aide de groupes d'appartenance s'érodant graduellement, que l'analogie souvent répétée entre finances personnelles et finances gouvernementales trouve son effet :

Sans avoir pris la peine d'en vérifier le bien-fondé, on tient généralement pour vraie l'hypothèse selon laquelle un gouvernement national a les mêmes problèmes financiers que tout le monde et qu'il doit se plier aux mêmes règles financières. Cela est fondamentalement faux. (Bellan, 1993, p. 50)

Or, malgré son inexactitude, cette analogie est très largement utilisée afin de créer un sentiment de culpabilité chez les citoyens face au déséquilibre budgétaire de leur gouvernement. Au même titre que la prise de conscience d'un endettement individuel immense créerait sans aucun doute un certain malaise chez la personne concernée, les Québécois sont amenés à considérer l'endettement du pays comme un signe de faiblesse, de l'incapacité des gouvernements antérieurs à assurer une gestion saine des finances. Le recours répété des gouvernements fédéraux des années 1990 à l'emprunt apparaît dès lors comme preuve du manque d'indépendance du Canada, de son incapacité à se prendre lui-même en charge sans recourir aux marchés financiers internationaux.

²³ Un idéal de l'autonomie qui représente d'ailleurs pour plusieurs auteurs (par exemple Otero, 2005, p. 74 et Rose, 1996b, p. 151) le trait principal de la conception du sujet qui prédomine, en Occident, depuis une vingtaine d'années.

Conclusion : Un argumentaire bien adapté à son époque

Ainsi, il semble que le discours dominant sur la dette déployé dans les années 1990 par les principaux quotidiens francophones du Québec remplisse remarquablement bien, dans sa forme autant que son contenu, l'ensemble des exigences de la propagande moderne telle que décrite par Ellul. Peu élaboré mais toujours présent dans l'actualité, il n'exige qu'un minimum d'attention et une acceptation passive de la part de l'individu; sous-tendant une vision économique et technique du monde tout en s'ancrant dans quelques-uns des mythes les plus puissants de notre société, il apparaît comme *la* seule solution logique à un endettement national irresponsable et incontrôlable; s'appuyant sur les discours experts d'instituts supposés neutres et sur la mise en œuvre concrète de coupures budgétaires par les gouvernements fédéraux successifs, il incite à l'(in)action immédiate de lecteurs se sentant incapables d'en remettre l'authenticité en doute. Il se présente ainsi comme particulièrement bien adapté à une société marquée par le spectaculaire, l'absence de cadre d'explication global du monde mais aussi la prédominance de l'économique et nous comprenons mieux comment il a pu s'imposer dans nos journaux comme « vérité » de la dette plus légitime que cet autre discours que nous avons survolé.

Mais si sa large diffusion dans les années 1990 a permis de justifier, à l'époque, plusieurs coupures dans les dépenses de l'État et a fait de l'équilibre budgétaire un principe indiscutable des politiques économiques fédérales, il serait intéressant d'examiner de plus près les transformations subies par cet argumentaire depuis environ une décennie. Alors que le pays enregistre depuis 1997 des surplus annuels, que dit-on de la dette nationale qui, elle, n'est pas disparue pour autant? Comment problématise-t-on, plus largement, les finances fédérales dans les quotidiens québécois? Des questions particulièrement pertinentes à un moment où les appels à une réduction des dépenses fédérales semblent relégués bien loin derrière le tout « nouveau » problème du déséquilibre fiscal entre les deux paliers de gouvernement.

Bibliographie

ASCAH Louis (1993), « La comptabilité des déficits publics : des illusions à la réalité », dans Pierre PAQUETTE et Mario SECCARECCIA (dir.), *Les pièges de l'austérité*, Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal, p. 21-40.

Auteur inconnu (1994), « L'idée d'une surtaxe d'urgence sur le revenu fait son chemin », *Le Soleil*, 9 décembre, p. A4.

Auteur inconnu (1992), « La dette nationale dépassera 600 milliards \$ » *Le Soleil*, 25 janvier, p. B1.

BAGDIKIAN Ben H. (1990), *The Media Monopoly*, 3e édition, Boston: Beacon Press, 288 p.

BELLAN Ruben C. (1993), «Les déficits budgétaires fédéraux : Quels fardeaux ? Quels dangers?», dans PAQUETTE Pierre et Mario SECCARECCIA (dir.), *Les pièges de l'austérité*, Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal, p. 41-60

BOURDELOIE Hélène (2001), « La conjonction de la technique et de la culture : des médias de masse au multimédia », *COMMposite*, v2001.1, <<http://commposite.org/2001.1/articles/bourde.html>>.

BOURDIEU Pierre (1998), *La domination masculine*, Paris : Éditions du Seuil, 142 p.

BOURDIEU Pierre (1996), *Sur la télévision*, Paris : Raisons d'agir, 104 p.

BRECHER Irving (1957), *Monetary and Fiscal Thought and Policy in Canada 1919-1939*, Toronto: University of Toronto Press, 337 p.

BURR Fred (1994), « Interest meter clicking at \$4 million an hour », *The Windsor Star*, 7 avril.

C. D. Howe (non daté), *Site du C. D. Howe Institue*, <<http://www.cdhowe.org>>, consulté le 19 mai 2006.

Canadian Centre For Policy Alternatives (CCPA) (non daté), *Site du Canadian Centre For Policy Alternatives*, <<http://www.policyalternatives.ca>>, consulté le 17 mai 2006.

CASTEL Robert (1991). « From Dangerousness to Risk» in BURCHELL, Graham, Colin GORDON & Peter MILLER (dir.), *The Foucault Effect: Studies in Governmentality: with two lectures and an interview with Michel Foucault*, Chicago: The University of Chicago Press, pp.281-298.

CHAREST Rémy (1993), « Musée populaire et entreprise culturelle », *Le Devoir*, 16 octobre,

p. C11.

CHIASSEON Claude (1993), « Une série de décotes frappe nos gouvernements et nos entreprises de téléphonie », *Les Affaires*, 4 décembre, p. 44.

CHORNEY Harold (1989), *The Deficit and Debt Management: An Alternative to Monetarism*, Ottawa: Canadian Center for Policy Alternatives, 98 p.

CHORNEY Harold, John HOTSON et Mario SECCARECCIA (1992), *The Deficit Made Me Do It!*, Ottawa: Canadian Center for Policy Alternatives, 20 p.

CLEARY Bernard (1990), « Information et coupures budgétaires », *La Presse*, 21 décembre, p. B3.

CLOUTIER Laurier (1991a), « Le déficit et la dette : les deux plus importants problèmes du Canada », *La Presse*, 21 février, p. D3.

CLOUTIER Laurier (1991b), « 'On ne peut se croiser les bras jusqu'à 600 milliards de dettes', souligne le président de la BN », *La Presse*, 10 avril, p. E2.

CLOUTIER Laurier (1990), « John Crow fait payer aux Canadiens les frasques du gouvernement fédéral », *La Presse*, 5 avril, p. D1.

DUBUISSON Philippe (1993), « Le déficit 93-94 : entre 44 et 46 milliards », *La Presse*, 30 novembre, p. A1.

DUBUISSON Philippe (1991), « Le déficit combiné des provinces aura triplé en 1991-92 », *La Presse*, 17 décembre 1991, p. B4.

DUFRESNE, Jacques (non daté). « Synthèse des aspects politiques des inforoutes » *L'encyclopédie de l'agora*. <<http://agora.qc.ca/synthese1.html>>, consulté le 17 mai 2006.

DURIVAGE Paul (1997), « Une nouvelle ère post-déficit », *La Presse*, 10 décembre 1991, p. D1.

EISNER R. (1989) « Budget deficits : Rhetoric and Reality », *Journal of Economic perspectives*, vol. 3, no 2, p. 73-94.

ELLUL Jacques (1977), *Le système technicien*, Paris : Calmann-Lévy, 361 p.

ELLUL Jacques (1962), *Propagandes*, Paris : Librairie Armand Colin, 335 p.

ELLUL Jacques (1958), « Les mythes modernes » *Diogène*.

FESSOU, Didier (1993a), « Scénario des manufacturiers : le Canada est en faillite », *Le Soleil*, p. B10.

- FESSOU, Didier (1993b), « Que propose-t-on de concret ? », *Le Soleil*, p. A17.
- FOUCAULT, Michel (1971). *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 82 p.
- GAOUILLE, Bernard (1996). « Le Canada, pays du tiers-monde? », *La Presse*, 21 mars 1996, p. B2.
- GAGNON, Martha (1990), « Marc-Yvan Côté dénonce les compressions d'Ottawa [dans le programme sur les drogues et l'alcool] », *La Presse*, 29 novembre 1990, p. C8
- GIROUX Raymond (1996), « Ottawa saborde la télé de CBC », *Le Soleil*, 20 septembre 1996, p. B6.
- HABERMAS Jürgen (1973), *La technique et la science comme « idéologie »*, Paris : Gallimard, 211 p.
- HEILBRONER Robert Louis et Peter L. BERNSTEIN (1989), *The Debt and the Deficit: false alarms/real possibilities*, New York : W.W. Norton Co., 144 p.
- HERMAN Edward S. et Noam CHOMSKY (1988), *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*, New York: Pantheon, 412 p.
- HOTSON John H (1993), « Dette fédérale et culpabilité nationale », dans PAQUETTE Pierre et Mario SECCARECCIA (dir.), *Les pièges de l'austérité*, Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal, p. 177-200.
- JANNARD Maurice (1994), « Le patronat trouve trop timides les coupes de Martin », *La Presse*, 5 novembre 1994, p. C3.
- JANNARD Maurice (1993), « Emprunter : la roulette russe des gouvernements », *La Presse*, 12 février 1993, p. B1.
- JOWETT Garth S. et Victoria O'DONNELL (1986), *Propaganda and Persuasion*, Thousand Oaks : Sage Publications, 236 p.
- KHAN Jooneed (1993), « Ottawa cesse toute aide aux pays les plus nécessiteux », *La Presse*, 3 mars 1993, p. E7
- LAVOIE Marc (1993), « L'idéologie des discours budgétaires fédéraux : plus ça change, plus c'est pareil ! », dans PAQUETTE Pierre et Mario SECCARECCIA (dir.), *Les pièges de l'austérité*, Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal, p. 105-130.
- LASCH Christopher (2000), *La culture du narcissisme : la vie américaine à un âge de déclin des espérances*, Castelnau-le-nez : Climats, 333 p.
- LEBON Gustave (1947), *Psychologie des foules*, Paris : Presses universitaires de France, 141 p.

MAISONNEUVE Jean (1973), *Introduction à psychosociologie*, Paris : Presse universitaires de France, 323 p.

MARTIN Patrice et Patrick SAVIDAN (1994), *La culture de la dette*. Montréal : Boréal, 136 p.

MCCOMBS Maxwell, Lucig DANIELIAN et Wayne WANTA (1995), « Issues in the News and the Public Agenda : The Agenda-Setting Tradition » dans GLASSER Theodore L. et Charles T. SALMON (dir.), *Public Opinion and the Communication of Consent*, New York : The Guilford Press, p. 281-300.

McCOMBS Maxwell E. et Donald L. Shaw (1972), «The Agenda-Setting Function of Mass Media» *Public Opinion Quarterly*, 36 (2), p. 176-188.

MCQUAIG Linda (1995), *Shooting the Hippo : Death by Deficit and Other Canadian Myths*, Toronto : Viking, 309 p.

Ministère des finances et Conseil du trésor du Québec (1993). *Les finances publiques du Québec : vivre selon nos moyens*. Québec : Ministère des finances et Conseil du trésor, 41 p.

MOSDELL Jacqueline (2001), *Has Canada's press has to a large extent accepted a neo-liberal agenda in its economic reportage, as evidenced by its overwhelming focus on government debt and on « right wing » solutions to dealing with it?*
<<http://newswatch.cprost.sfu.ca/studies/96-neo-liberal.html>>, consulté le 25 novembre 2002.

OTERO Marcelo (2005). « Santé mentale, adaptation sociale et individualité contemporaine » *Cahiers de recherche sociologique*, 43 : 61-84 (sous presse).

PAQUETTE Pierre et Mario SECCARECCIA (dir.) (1993), *Les pièges de l'austérité*, Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal, 270 p.

PETRELLA Riccardo (1997), *Écueils de la mondialisation. Urgence d'un nouveau contrat social*, Conférence prononcée le 11 avril 1997 au Musée de la civilisation à Québec, Montréal : Fides; Québec : Musée de la civilisation, 48 p.

PICHER Claude (1990a), « [Déficit budgétaire fédéral] : des pots cassés très difficiles à réparer », *La Presse*, 17 février, p. B1.

PICHER Claude (1990b), « Le trou [du déficit fédéral] » *La Presse*, 20 septembre, p. D1.

POTVIN Fernand (1993), « Prestations de sécurité de la vieillesse : une extravagance coûteuse pour le Canada », *La Presse*, 17 décembre, p. B3.

PRATKANIS Anthony et Elliot ARONSON (1992), *Age of Propaganda : The Everyday Use and Abuse of Persuasion*, New York : W. H. Freeman, 299 p.

Presse Canadienne (1997), « Endettement trop élevé », *Le Devoir*, 11 février, p. B5.

Presse Canadienne (1996), « Contrôle aérien, une privatisation payante pour le fédéral », *Le Soleil*, 24 décembre, p. B3.

Presse Canadienne (1995), « Priorité à la réduction de la dette nationale, dit la Scotia », *La Presse*, 18 janvier, p. D2.

ROSE Nikolas (1996a), « Governing “advanced” liberal democracies » in BARRY, Andrew, Thomas OSBORNE & Nikolas ROSE, *Foucault and Political Reason: Liberalism, Neo-liberalism and Rationalities of Government*, Chicago: University of Chicago Press, p. 37-64.

ROSE Nikolas (1996b), *Inventing Our Selves: Psychology, Power, and Personhood*, Cambridge, UK: Cambridge University Press.

STAFFORD Brent (1997), *Think tanks in the news*, <<http://newswatch.cprost.sfu.ca>>, consulté le 24 novembre 2002.

TOUSSAIN Éric (2002), *Du Nord au Sud : crise de la dette et plans d'ajustement*, <<http://users.skynet.be/cadmt>>, consulté le 24 novembre 2002.

WAGNIÈRE Frédéric (1991), « Un budget honnête qui voit loin », *La Presse*, 27 février, p. B2.

WILSON S. (1994), « Leave social net alone, cut the debt interest instead », *The London Free Press*, 15 octobre.

WORKMAN Thom (1996), *Banking on Deception: The discourse of Fiscal Crisis*, Halifax : Fernwood Publishing, 93 p.

Notice biographique :

Étudiante à la maîtrise en communication à l'Université McGill et boursière du fonds FQRSC, Karine Vigneault s'intéresse aux questions de communication politique et de changement social à l'heure du néolibéralisme. Diplômée du baccalauréat en psychosociologie de la communication de l'UQAM, elle étudie actuellement les stratégies de résistance traditionnellement prônées par les groupes progressistes de la société civile sous l'angle des études en gouvernementalité initiées par Michel Foucault. Plus précisément, c'est sur les notions de rationalité néolibérale, de société de risque et de technologies de soi qu'elle se concentre.